

Ce général qui déclenche la sombre rumeur d'un coup d'État en Espagne



Embourbée dans la crise, l'Espagne doit aussi faire face aux ambitions séparatistes de la Catalogne. Face à la menace d'une sécession, certains généraux de l'armée commencent à évoquer la solution militaire pour préserver l'unité du pays.

Avec Wolf Richter

L'Espagne est sur les nerfs. Le chômage atteint presque 26%, le chômage des jeunes dépasse 55%. Le gouvernement est pris dans un scandale de corruption. L'économie tourne au ralenti. Le 23 janvier, l'assemblée de Catalogne a déclaré que la région constituait "une entité souveraine politiquement et légalement". Un pas de plus vers la sécession. Et puis un général a donné un discours.

L'événement vient juste [de refaire surface](#), mais il s'est déroulé le 6 février, selon les personnes qui ont assisté à la conférence sur les Forces armées et la Constitution au Gran Peña, un club à Madrid qui sert de quartier général aux officiers à la retraite. La discussion était encadrée par José Antonio Fernández Rodera, éditeur du magazine militaire *Revista Jurídica Militar*. Parmi les intervenants se trouvaient Ángel Calderón, président de la Chambre militaire du tribunal suprême, Pedro González-Trevijano, recteur de l'Université du roi Juan Carlos, et le général Juan Antonio Chicharro, commandant du corps d'élite de la *marine* jusqu'en 2010 et est aujourd'hui réserviste. Environ 100 personnes étaient dans l'Assemblée.

Jusqu'ici, rien de très inhabituel, jusqu'à l'intervention du général Chicharro. Dès le départ, il a clairement fait comprendre qu'il ne s'agissait pas d'un discours impromptu. Selon de nombreux témoins, il s'est excusé : il aurait bien refusé l'invitation à s'exprimer, mais l'actuelle "offensive séparatiste-sécessionniste" en Catalogne l'a poussé à parler.

Au sein des forces armées, "règne un sentiment général de préoccupation, de peur, d'incertitude, et de confusion" à ce sujet, a-t-il dit. Il a déploré le limogeage du Général José Mena en 2006 après que ce dernier ait suggéré publiquement qu'une intervention militaire pourrait être nécessaire pour contrer les demandes d'autonomie de plus en plus pressantes de la Catalogne.

Il a critiqué les séparatistes catalans pour leur interprétation faussée de la Constitution en ce qui concerne la sécession, et a proposé sa propre interprétation de deux articles : l'article 8.1, qui charge les forces armées espagnoles de défendre l'Espagne et son intégrité territoriale, et l'article 97, qui institue la subordination de l'armée au gouvernement civil. Le premier fait partie du noyau dur de la Constitution, selon lui. Le second, au contraire, moins important, a été relégué plus loin.

Et donc, en utilisant le conditionnel et en formulant les affirmations comme des questions, il a proposé une théorie selon laquelle l'armée pourrait légitimement renverser le gouvernement. Le problème se poserait, selon lui, "si ceux dont le rôle est de défendre la Constitution ne remplissaient par leur fonction".

Il a demandé à son auditoire d'imaginer ce qui se passerait si le Parti Populaire (PP) perdait sa majorité absolue aux prochaines élections générales, et si les nationalistes catalans demandaient, en échange de leur soutien, un changement de la Constitution afin d'éliminer la doctrine de "l'unité indissoluble" de l'Espagne.

"Que feraient alors les forces armées ?", a-t-il demandé, sans donner de réponse. " Les règles sont une chose, la pratique en est une autre", a-t-il noté, énigmatique. " Si le mécanisme de défense de l'ordre constitutionnel ne fonctionne pas, par acte ou par omission, alors..." Il n'a pas achevé sa phrase. " Le pays est plus important que la démocratie", a-t-il ajouté. " Le patriotisme est un sentiment, et la Constitution n'est rien d'autre qu'une loi.", a-t-il conclu.

Salve d'applaudissement, standing ovation, cris de " Bravo ! Bravo !". Les membres de l'auditoire, dans leurs questions, sont allés encore plus loin que le discours du général – jusqu'à ce que le recteur González-Trevijano ne les arrête : "L'alternative à la Constitution est le suicide collectif", a-t-il lancé.

Lorsque cette histoire a commencé à fuiter, Diego López Garrido, le porte-parole socialiste au Parlement sur les questions de défense, a pressé le ministre de la Défense de réagir immédiatement pour dénoncer d'attitude du général ; il restait sujet au code disciplinaire de l'armée qui désapprouve le fait de suggérer des coups d'état – en public. Jeudi, le ministère a indiqué qu'il avait ouvert une [enquête préliminaire](#) pour déterminer exactement ce que le général avait dit et si elle allait à l'encontre d'une quelconque loi.

Peut-être averti par le général, le gouvernement fait preuve de la plus grande dureté face aux velléités de sécession catalanes. Jeudi, le Conseil d'État publiait un rapport indiquant qu'il existait une base légale suffisante pour contester la déclaration de l'assemblée catalane. Vendredi, le Premier ministre Mariano Rajoy annonçait que le gouvernement dégainerait [son plus gros pistolet légal](#). Il mènera la déclaration devant la Cour constitutionnelle au motif qu'elle viole la Constitution.

Le cauchemar économique qui pousse trop de jeunes gens sans emploi et agités dans les rues, la sécession d'une région, une crise constitutionnelle en coulisse, et les sombres murmures des généraux forment un mélange explosif. Ce qui avait commencé comme une crise immobilière, qui s'est mué en crise de la dette puis en crise économique plus large a dépassé le cadre de l'économie. Cela touche à la démocratie.

Maintenant, un scandale d'espionnage politique a éclaté – en Catalogne justement - dispersant des débris et des allégations de blanchiment d'argent un peu partout. Voir... [Un vaste scandale d'espionnage politique pour couronner le sordide scandale de corruption en Espagne](#).

Article précédemment publié sur le blog [Testosterone Pit](#)

Traduit de l'anglais par Julie Mangematin